

INSTITUTIONS: économistes

L'idée que les institutions importent en matière de croissance apparaît souvent comme un sous-produit des théories (néoclassiques) de la croissance endogène.

Mais il y a aussi, et surtout, les différents courants institutionnalistes, il s'agit plutôt d'un point de départ. Douglass North, par exemple, l'un des pionniers de la nouvelle économie institutionnelle, prix Nobel 1993, défend depuis les années 70 l'idée que l'explication principale de la croissance à long terme ne doit pas être recherchée exclusivement dans l'accumulation du capital, fut-il physique, humain ou technologique, mais bien dans les institutions qui la sous-tendent. /.../ Ces institutions définissent les règles du jeu économique et la structure des incitations qui motivent les agents individuels et les organisations (les firmes) à s'engager de manière efficace dans les activités productives qui soutiennent la croissance économique. Comme l'explique North, si les institutions incitaient à la piraterie, des organisations de pirates se développeraient.

La plupart des travaux récents sur les institutions et la croissance économique insistent sur l'importance d'un groupe particulier d'institutions, à savoir celles qui protègent les droits de propriété et qui garantissent l'exécution des contrats. On pourrait les appeler institutions *créatrices de marchés*, puisqu'en leur absence, les marchés n'existent pas ou fonctionnent très mal.

MAIS...Les institutions sont le fruit d'une lente évolution historique et rien ne garantit qu'elles seront à même de produire la croissance.

Au contraire, une fois adoptées, les institutions, même inefficaces, sont susceptibles de persister parce que certains agents en activité ont intérêt à ce qu'elles se maintiennent. L'économie concernée se retrouve alors prisonnière d'une trajectoire sous-optimale et un changement institutionnel devient nécessaire. C'est ce qu'on appelle réforme structurelle comme par exemple le droit du travail français (beaucoup discuté en ce moment.....) d'après « Alternatives économiques ».

